

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Troisième session ordinaire
du Conseil d'administration**

Rome, 20-24 octobre 2003

NOTES D'INFORMATION



Distribution: GÉNÉRALE

WFP/EB.3/2003/INF/10

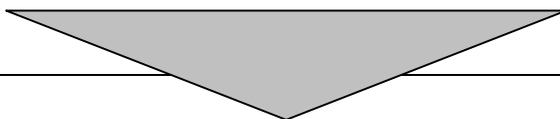
6 octobre 2003

ORIGINAL: ANGLAIS

SESSION CONJOINTE DES CONSEILS D'ADMINISTRATION DU PNUD/UNFPA, DE L'UNICEF ET DU PAM

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site WEB du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

Note au Conseil d'administration



Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour information.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions de caractère technique à poser sur le présent document, à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Secrétaire du Conseil
d'administration:

M. T. Yanga

Tél.: 066513-2603

Sous-Secrétaire du Conseil
d'administration:

M. O. Bula Escobar

tél.: 066513-2326

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter le Superviseur de l'Unité des réunions et de la distribution (tél.: 066513-2328).



SESSION CONJOINTE DES CONSEILS D'ADMINISTRATION DU PNUD/UNFPA, DE L'UNICEF ET DU PAM

1. Simplification et harmonisation

1. Le Directeur exécutif de l'UNICEF a donné un aperçu du processus de simplification et d'harmonisation d'une durée de 18 mois entrepris par le Comité exécutif du Groupe des Nations Unies pour le Développement (UNDG) dans le but de mettre en œuvre les dispositions de l'examen triennal global des activités opérationnelles de développement (Résolution 56/201 de l'Assemblée Générale en date du 21 décembre 2001). L'opération portait notamment sur le nouveau Plan d'action prévu pour les programmes de pays, proposant à chaque organisation un modèle de planification avec les partenaires pour la durée du cycle du programme. Le test ultime de tous les efforts de simplification et d'harmonisation serait l'amélioration de l'efficacité et la réduction des coûts de transaction.
2. Le Président du Groupe du programme de l'UNDG a expliqué les objectifs, les principes directeurs et les méthodes du programme de simplification et d'harmonisation; il a présenté un rapport sur les progrès accomplis à cette date et l'un des instruments de simplification et d'harmonisation —la matrice des résultats du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement. Cinq pays —Bénin, Équateur, Kenya, Niger et Pakistan— ont soumis leur programme de pays aux Conseils d'administration et ont fait l'essai des nouveaux instruments de simplification et d'harmonisation.
3. Le Président du Groupe de gestion de l'UNDG a expliqué les principes régissant les modalités de transfert des ressources entre les membres du Comité exécutif, en vue de réduire la charge imposée aux gouvernements. En ce qui concerne la programmation commune, les objectifs étaient d'améliorer l'efficacité, d'obtenir de meilleurs résultats et d'améliorer l'efficience dans le but spécifique de réduire les coûts de transaction supportés par les gouvernements et les donateurs. L'intention était d'établir des directives révisées pour la fin de 2003. Elle a expliqué les trois modalités de la gestion des ressources: financement parallèle, transfert et financement commun. Elle a décrit les approches sectorielles, autre modalité de collecte de ressources, du type financement commun.
4. Un représentant du Gouvernement du Bénin et le Coordinateur résident des Nations Unies pour le Bénin ont rapporté ce qui avait été fait à ce jour dans le pays.
5. Les intervenants sont convenus que le travail de simplification et d'harmonisation, essentiel pour accroître l'efficacité et l'efficience du système des Nations Unies, avait bien progressé et respectait le calendrier. Les travaux dans ce domaine étaient d'une importance capitale pour l'exécution du programme et aideraient à réduire les coûts de transaction, tout en remettant aux pays en développement la responsabilité d'atteindre les buts et de respecter les priorités au niveau national. Les répercussions de la simplification et de l'harmonisation sur les stratégies de lutte contre la pauvreté et sur le Plan-cadre ont été soulignées. Les intervenants ont insisté sur l'importance des relations avec le Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et développement économiques et les institutions financières internationales.
6. De nombreux intervenants se sont félicités des progrès accomplis par les fonds et les programmes dans le domaine de la programmation conjointe, certains indiquant toutefois que celle-ci devrait être poursuivie dans les cas appropriés et en étroite concertation avec le gouvernement. Se référant à une récente décision du Conseil d'administration de l'UNICEF sur la programmation conjointe, certains intervenants ont suggéré que d'autres membres du Comité exécutif de l'UNDG devraient suivre la question.



7. Le problème de la mobilisation des ressources a été soulevé par plusieurs intervenants, un certain nombre d'entre eux se prononçant pour la mise en commun des ressources et une budgétisation intégrée. Au nombre des problèmes soulevés figuraient, la nécessité de renforcer la coordination; la nécessité de renforcer le potentiel national; l'importance des enseignements tirés des expériences passées; la nécessité de renforcer le suivi et l'évaluation pour démontrer que ces initiatives peuvent donner de bons résultats au niveau des pays.
8. De nombreuses observations ont été présentées sur le rôle futur des réunions conjointes des Conseils d'administration. Elles constituaient selon un certain nombre de délégations un forum se prêtant bien aux discussions sur les politiques générales; elles pourraient même être institutionnalisées, les rapports et autres documents de fond pourraient être préparés conjointement, dans les délais voulus, par les secrétariats et elles pourraient être habilitées à prendre des décisions formelles. D'autres délégations n'ont pas été d'accord avec ces propositions. Il a été suggéré qu'on pourrait inscrire à l'ordre du jour des futures réunions des points tels que l'évaluation des progrès accomplis au niveau de la simplification et de l'harmonisation et les visites conjointes sur le terrain.

2. Exposé sur la situation en Iraq

9. Les représentants du PNUD, de l'UNFPA, de l'UNICEF et du PAM ont informé les Conseils d'administration de leurs activités en cours et prévues en Iraq. Ils ont tous mentionné des progrès dans leurs domaines de compétence respectifs: santé génésique, éducation, vaccination des enfants, distribution de produits alimentaires, approvisionnement en eau et assainissement, fourniture d'électricité, création d'emplois et développement du potentiel, notamment depuis l'adoption de la résolution 1483 du Conseil de sécurité. Ils ont également indiqué que les effectifs de personnel national et international en Iraq avaient augmenté et que les services étaient étendus à de nouvelles régions malgré la persistance des problèmes de sécurité.
10. Ils ont indiqué que leurs activités étaient coordonnées et harmonisées par leurs organisations respectives d'une part et, de l'autre, par les organisations de parties prenantes, notamment les organisations non gouvernementales (ONG) à assises communautaires, ce qui assurait la cohérence, l'efficacité et l'efficacités voulues. L'UNICEF, par exemple, collaborait avec l'Organisation mondiale de la santé à l'évaluation du secteur sanitaire, l'UNFPA coopérait avec d'autres organismes pour assurer des services de santé aux femmes et le PNUD appuyait avec le PAM les travaux de dragage. Le PNUD créait aussi des emplois dans des secteurs relevant d'autres organisations comme le secteur de la santé. Les fonds et les programmes faisaient tous partie du groupe de travail de l'UNDG sur le redressement et la reconstruction chargé de coordonner les activités d'évaluation des besoins.
11. Les Conseils d'administration ont en outre été informés des réunions prévues les 23 et 24 juin 2003 sur l'appel lancé par les Nations Unies, ainsi que d'une réunion informelle technique sur la planification prévisionnelle pour la reconstruction de l'Iraq.

3. Transition des secours au développement

12. En sa qualité de présidente, la Directrice exécutive de l'UNICEF a présenté un rapport sur le groupe de travail du Comité exécutif pour l'assistance humanitaire (ECHA) chargé d'étudier les questions liées à la transition. Le groupe de travail a été établi pour promouvoir la prééminence des instances nationales pendant la période transitoire entre les secours et le développement, et préciser le rôle des Nations Unies et des donateurs à l'appui de ce processus. Les principales priorités au cours de la phase de transition sont l'appui à la



consolidation et à la stabilité, la restauration des services de base et de l'infrastructure, la promotion des droits de l'homme et le renforcement des capacités locales, enfin l'aide aux réfugiés et aux personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays. Les efforts du groupe de travail portent essentiellement sur huit pays et/ou sous-régions représentatifs de différentes conditions; parmi eux des pays pour lesquels le Conseil de sécurité a un mandat, qui sont dotés de bureaux de maintien de la paix, de représentants spéciaux du Secrétaire général et d'instruments comme le processus d'appels communs. Le Groupe de travail présenterait un rapport intérimaire au Conseil économique et social en juillet et soumettrait son rapport au Secrétaire général en septembre.

13. Le Ministre adjoint des affaires étrangères et de la coopération du Mozambique a déclaré que son pays avait une longue tradition de coordination avec le système des Nations Unies, centrée à la fois sur les besoins immédiats et sur le développement à long terme. Comme l'a démontré la récente visite sur le terrain de membres des Conseils d'administration, il est déterminant que le gouvernement soit partie prenante à l'opération et qu'une bonne coordination existe entre tous les partenaires.
14. Au nombre des problèmes soulevés par d'autres délégations figuraient: la nécessité d'une coordination renforcée entre les organisations des Nations Unies, y compris les fonds et programmes mais aussi le Bureau du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et le Département des opérations de maintien de la paix; la nécessité de prendre en compte les catastrophes naturelles aussi bien que les catastrophes dues à l'homme; la nécessité pour les fonds et les programmes de mettre l'accent sur le renforcement du potentiel des populations victimes de catastrophes et la nécessité de tenir compte de la problématique hommes/femmes dans la phase de transition.
15. À la demande de mise à jour du concept des "Quatre R" (Rapatriement, Réinsertion, Réhabilitation et Reconstruction) établi par le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, et du processus de Brookings, concernant le fossé entre le financement des opérations d'urgence et les besoins de la reconstruction à long terme, le Directeur exécutif a répondu que le groupe de travail essayait de prendre en compte les enseignements tirés de ces initiatives. Les récentes missions en Sierra Leone et au Sri Lanka seraient évaluées dans les prochains rapports.
16. Le problème de l'adéquation du financement a été soulevé par plusieurs intervenants. Un représentant a déclaré que son gouvernement avait établi une ligne budgétaire distincte pour les activités transitoires, dirigées à 70 pour cent par les Nations Unies. D'autres problèmes de financement tiennent au manque de coordination pendant la période de transition entre les secours et le développement et à l'absence des moyens qui seraient nécessaires à cet effet, notamment le processus d'appels communs. Un dernier intervenant a mentionné les enseignements tirés par son gouvernement de l'expérience en Afghanistan, où des infrastructures importantes avaient dû être reconstruites, alors que la population devait encore être nourrie et que la sécurité posait un sérieux problème. Grâce à une bonne coordination entre les organisations les résultats ont été bons et ces enseignements sont maintenant appliqués à l'aide du pays à l'Iraq par l'entremise des organisations internationales.

4. Monterrey et après

17. Les délégations ont déclaré que le Consensus de Monterrey sur lequel avait abouti la Conférence internationale sur le financement du développement avait souligné que les acteurs devaient rester engagés dans les activités de suivi exécutées par des organisations intergouvernementales et les organes directeurs de parties prenantes et mettre en commun



l'expérience acquise dans la mise en œuvre du Consensus et son intégration aux activités opérationnelles des Nations Unies dans les pays.

18. Elles ont souligné en outre la nécessité d'imprimer de toute urgence une nouvelle dynamique aux activités de suivi, notamment à la réduction de la pauvreté, de la marginalisation et du dénuement total. Elles ont rappelé l'importance d'un nouvel accord entre pays donateurs et bénéficiaires.
19. Les délégations ont vigoureusement appuyé la création d'instruments mesurant la mise en œuvre du but 8 des objectifs de développement du Millénaire, sur l'établissement d'un partenariat mondial pour le développement. Elles ont demandé au PNUD et au Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques de mettre au point de tels instruments en étroite concertation avec les pays en développement. Elles ont également souligné l'importance de l'obligation redditionnelle réciproque du donateur et des partenaires bénéficiaires.
20. Les délégations ont réaffirmé leur détermination à appuyer les activités des fonds, programmes et institutions spécialisées des Nations Unies, tout en soulignant la nécessité d'une augmentation régulière et prévisible de l'Aide publique au développement (APD). Elles ont en outre souligné l'importance de la cohérence, de la coordination et de la simplification des procédures et des programmes, et d'un partenariat dynamique de tous les acteurs afin d'augmenter l'efficacité et l'efficacé de l'utilisation des ressources. Enfin, elles ont fait observer que la gouvernance démocratique et la primauté du droit étaient essentielles à la création d'un environnement favorable à la mobilisation des ressources nationales et à la mise en place des moyens permettant aux pays d'assumer leur développement. En témoignage de leur appui aux activités faisant suite à la Conférence de Monterrey, certaines délégations ont annoncé des contributions accrues à l'APD.
21. Les représentants du PNUD, de l'UNFPA, de l'UNICEF et du PAM ont fait rapport sur les activités menées dans leurs domaines de compétence respectifs —gouvernance démocratique, vaccinations, santé génésique, démarginalisation des femmes et aide humanitaire dans les pays concernés— pour donner effet au Consensus de Monterrey et accélérer sa mise en œuvre. Ils ont déclaré que, même si les ressources restaient inférieures aux besoins, la Conférence de Monterrey avait été suivie d'annonces de contributions à l'APD, sans lesquelles la situation aurait été pire en raison des pressions déflationnistes à l'œuvre dans les principaux pays donateurs. Ils ont souligné la nécessité d'une meilleure coordination entre eux ainsi qu'avec d'autres donateurs bilatéraux et des institutions financières internationales, en particulier la Banque mondiale, afin d'assurer une utilisation effective et efficace des maigres ressources disponibles. Ils ont appuyé en outre la nécessité de mettre au point des instruments de mesure de la performance et de suivi de l'impact dans les pays.

5. VIH/SIDA: répercussions de l'évaluation sur cinq ans de l'ONUSIDA

22. Le Directeur exécutif de l'UNFPA a donné un aperçu de l'évaluation sur cinq ans de l'ONUSIDA, soulignant les conclusions, les implications pour les organisations, les recommandations du Conseil de coordination du Programme (CCP) de l'ONUSIDA et les mesures prises en conséquence par les organisations. Le Président du Groupe thématique des Nations Unies sur le VIH/SIDA au Malawi, utilisant le Malawi comme étude de cas, a souligné les difficultés auxquelles était confronté le système des Nations Unies dans les pays. Le Coordinateur de la Commission du Portugal pour le SIDA a présenté, au nom du Président du CCP, un exposé sur les problèmes de gouvernance de l'ONUSIDA et sur les recommandations intéressant les Conseils d'administration des organismes coparrainants.



23. Les délégations ont souligné la nécessité de reconnaître la nature dynamique de l'épidémie et de mettre fin au silence qui entoure le VIH/SIDA et le caractère de maladie honteuse qui lui est attribué. Elles ont insisté pour que la santé génésique ne soit pas dissociée du VIH/SIDA. Les intervenants ont noté que la lutte contre le VIH/SIDA exigeait la mobilisation de ressources supplémentaires, tant financières qu'humaines, et la mise en place de mesures tenant compte des résultats obtenus et prenant en considération les comportements discriminatoires fondés sur le sexe, l'attention allant tout spécialement aux femmes et aux adolescentes. De nombreuses délégations ont souligné la nécessité de renforcer la coopération entre les organisations, notamment au niveau des pays et à l'intérieur des groupes thématiques. Il a été déclaré que le système des Nations Unies devrait faciliter les efforts des pays en améliorant la coordination et que les donateurs devraient être prêts à appuyer les mécanismes de coordination de l'ONUSIDA, y compris à assurer le financement intégral de toutes les composantes de son budget et plan de travail unifiés. Les délégations ont encouragé les organismes coparrainants l'ONUSIDA à harmoniser leurs mesures de lutte contre le VIH/SIDA.
24. Plusieurs délégations ont recommandé qu'à l'ordre du jour des Conseils d'administration figure en permanence un point sur les recommandations et décisions du CCP. Plusieurs délégations ont encouragé les organisations à entreprendre une programmation conjointe et ont recommandé en outre que des visites sur le terrain centrées sur le VIH/SIDA soient organisées en liaison avec l'ONUSIDA à l'intention de membres des Conseils d'administration. Les participants ont souligné la nécessité de faire bénéficier toutes les organisations du système des enseignements dégagés par l'ONUSIDA en ce qui concerne l'amélioration des méthodes de travail du CCP et ont préconisé une étroite coopération et l'échange régulier d'informations entre les Conseils d'administration et le CCP. Mettant en avant les liens entre sécurité alimentaire, nutrition et VIH/SIDA, les délégations ont souligné la nécessité de coordonner l'aide alimentaire avec d'autres types d'aide pour combattre l'épidémie. Elles ont également insisté sur la nécessité de promouvoir la discussion et le dialogue sur les problèmes posés par le VIH/SIDA et par la gouvernance dans leur propre pays.
25. Les organisations ont pris note des directives et des recommandations proposées par les délégations et ont donné des exemples de leur concertation et de leur collaboration dans la lutte contre la crise créée par le VIH/SIDA en Afrique australe et ailleurs. Elles se sont félicitées de l'accent mis sur la problématique hommes/femmes et sur les liens entre santé génésique et prévention du VIH/SIDA et ont été d'accord sur le fait que les aliments et la nutrition devraient faire partie intégrante de la stratégie de lutte contre le VIH/SIDA. Le manque de ressources humaines ou l'épuisement de celles-ci du fait de l'épidémie de VIH/SIDA et l'impact sur la capacité de résorption des pays ont été soulignés. Les organisations sont convenues qu'il fallait trouver des méthodes novatrices de lutte contre l'épidémie et adopter une approche tenant compte des résultats.

6. Objectifs de développement du Millénaire au Népal

26. Le débat a porté sur la mise en œuvre des objectifs de développement du Millénaire au Népal; des représentants du gouvernement, de l'équipe des Nations Unies dans le pays et d'une organisation non gouvernementale ont pris la parole.
27. Les délégations ont souligné que c'est essentiellement au pays qu'incombait la responsabilité d'aligner les activités opérationnelles sur les objectifs et de faire rapport sur le sujet. Elles ont demandé aux Nations Unies de fournir le soutien nécessaire à cet égard.
28. Les délégations ont fait des commentaires, ont posé des questions et ont demandé des éclaircissements portant notamment sur: a) le processus de consultation; b) l'introduction



des objectifs dans le Plan-cadre, le plan de développement sur dix ans et le document stratégique de lutte contre la pauvreté; c) les relations entre les Nations Unies et la Banque mondiale en ce qui concerne la politique de développement et le suivi des objectifs; d) l'harmonisation et la coordination des activités entre différents donateurs dans des secteurs tels que le renforcement du potentiel de collecte des données; e) l'alignement des indicateurs et des cibles pour tenir compte de situations nationales spécifiques; f) le rôle du système des Nations Unies dans la solution de conflits; g) les relations entre le système des Nations Unies et des acteurs non-étatiques; et h) la détermination du coût de la réalisation des objectifs au niveau national.

29. Les intéressés ont déclaré que des consultations avaient été organisées parmi les parlementaires, les membres de la fonction publique, des groupes d'intérêt spéciaux, les femmes, ainsi que dans des entités communautaires, dans des régions et dans la communauté des donateurs. Ils ont mentionné la convergence de la conception des stratégies du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement et des objectifs. Les cibles et les résultats dans des domaines tels que l'éducation des filles, la fourniture d'eau potable et la réduction de la mortalité maternelle et infantile ont été clairement énoncés. Les objectifs de développement du Millénaire ont été pris en compte par le mécanisme décrit dans le document stratégique de lutte contre la pauvreté, et l'équipe des Nations Unies au Népal a travaillé en liaison étroite avec la Banque mondiale et d'autres parties prenantes. Globalement les relations entre les Nations Unies et la Banque mondiale aux niveaux mondial et national ont été bonnes. Une note conjointe des chefs de secrétariat du PNUD et de la Banque mondiale a été envoyée à tous les membres du personnel dont les activités sont complémentaires pour préciser leurs relations de travail.
30. Les indicateurs et les cibles ont été réalignés par des consultations approfondies, sans que soit perdue de vue l'universalité des objectifs. L'exercice d'estimation des coûts a été jugé essentiel pour déterminer le montant nécessaire pour atteindre les cibles. Dans le domaine de la coordination et de l'harmonisation, les donateurs ont travaillé ensemble, par exemple au renforcement du potentiel de collecte et d'analyse des données et à l'amélioration de la cohérence, de l'efficacité et de l'efficacé. Par la décentralisation, le programme de gouvernance du PNUD a renforcé la participation des communautés locales à la réalisation des objectifs de l'éducation, avec l'appui d'autres organisations des Nations Unies.
31. En ce qui concerne le conflit, il a été indiqué que le gouvernement et le système des Nations Unies travaillaient ensemble à éradiquer ses causes profondes. Les Nations Unies ont adopté une stratégie et renforcent leur potentiel dans ce domaine. Les membres des Conseils d'administration ont été informés que des ONG et d'autres acteurs non-étatiques travaillaient en liaison étroite avec le gouvernement et l'équipe de pays à faire connaître les objectifs de développement du Millénaire par des messages appropriés. Une conférence nationale d'ONG a adopté une résolution sur la nécessité d'assurer une large diffusion aux objectifs du Millénaire à tous les niveaux dans le pays.





**SESSION CONJOINTE DES CONSEILS D'ADMINISTRATION
DU PNUD/UNFPA, DE L'UNICEF ET DU PAM
New York, 6 - 9 juin 2003
Salle de Conférence 2**

ORDRE DU JOUR

Première journée: Vendredi 6 juin

10 heures à 13 heures

POINT 1: Simplification et harmonisation

- Observations liminaires du Président du Conseil d'administration du PAM, S.E. M. Anthony Beattie (Royaume-Uni)
- Exposé du Directeur exécutif de l'UNICEF, Mme Carol Bellamy, de l'Administrateur adjoint du PNUD et Directeur du Bureau de la politique de développement, M. Shoji Nishimoto, du Contrôleur et Directeur de la Division de la gestion financière et administrative de l'UNICEF, Mme Ellen Yaffe, du Représentant résident du PNUD au Bénin, M. Moustapha Soumare et du représentant du gouvernement, M. Yessoufou Mamoudou, Directeur de la coordination et des ressources extérieures.
- Discussion
- Observations finales du Président du Conseil d'administration du PAM.

12 h 30 à 13 h 15

Exposé sur la situation en Iraq: vidéoconférence avec le Directeur exécutif du PAM, M. James Morris, le Directeur exécutif de l'UNFPA, Mme Thoraya Obaid et le Directeur exécutif de l'UNICEF, Mme Carol Bellamy et l'Administrateur adjoint et Directeur du Bureau pour la prévention des crises et le redressement du PNUD, Mme Julia Taft.

- Observations liminaires du Président du Conseil d'administration du Programme alimentaire mondial, S.E. M. Anthony Beattie (Royaume-Uni)
- Discussion
- Observations finales du Président du Conseil d'administration du PAM



Séances de l'après-midi: 15 heures à 16 heures

POINT 2: Transition des secours vers le développement

- Observations liminaires du Président du Conseil d'administration de l'UNICEF, S.E. M. Jenö Staehelin (Suisse)
- Exposé du Directeur exécutif de l'UNICEF, Mme Carol Bellamy, sur la progression des travaux du groupe de travail de l'UNDG-ECHA
- Discussion
- Observations finales du Président du Conseil d'administration de l'UNICEF

16 heures à 18 heures

POINT 3: Monterrey et après

- Ouverture de la séance par le Président du Conseil d'administration du PNUD/UNFPA, S.E. M. Roble Olhaye (Djibouti)
- Observations liminaires de M. Bruce Jenks, Directeur du Bureau des ressources et des partenariats stratégiques au PNUD; de Mme Thoraya Obaid, Directeur exécutif de l'UNFPA, de Mr. Edwin Judd, Directeur de la Division des programmes à l'UNICEF, de Charles Vincent, Directeur adjoint du PAM New York.
- Discussion
- Observations finales du Président du Conseil d'administration du PNUD/UNFPA

Deuxième journée: lundi 9 juin

10 heures à 13 heures:

POINT 4: VIH/SIDA: répercussions de l'évaluation sur cinq ans de l'ONUSIDA

- Observations liminaires du Président du Conseil d'administration de l'UNICEF, S.E. M. Jenö Staehelin (Suisse)

Première partie: problèmes opérationnels

- Observations liminaires de Mme Thoraya Obaid, Directeur exécutif de l'UNFPA et du Dr. Charlotte Gardiner, Président du Groupe thématique des Nations Unies sur le VIH/SIDA, Malawi;
- Discussion

Deuxième partie: problèmes de gouvernance

- Observations liminaires du Professeur Fernando Aires Alves Nunes Ventura, Coordinateur, Commission nationale pour le SIDA, Portugal, Représentant le Président du Conseil de coordination du Programme ONUSIDA
- Discussion
- Observations finales du Président du Conseil d'administration de l'UNICEF



13 h 30 à 14 h 30

Consultations informelles sur la visite conjointe sur le terrain de membres des Conseils d'administration du PNUD/UNFPA, de l'UNICEF et du PAM au Mozambique

- Observations liminaires du Président du Conseil d'administration du PAM, S.E. M. Anthony Beattie (Royaume-Uni)
- Exposé du Chef d'équipe, S.E. M. Lebohang Moleko (Lesotho)
- Discussion
- Observations finales du Président du Conseil d'administration du PAM

15 heures à 18 heures

POINT 5: Suivi des objectifs de développement du Millénaire: étude de cas Népal

- Observations liminaires du Président du Conseil d'administration du PNUD/UNFPA, S.E. M. Roble Olhaye (Djibouti)
- Exposé de l'Administrateur du PNUD, M. Mark Malloch Brown
- Exposés de l'Honorable Vice-Président de la Commission de planification nationale au Népal, le Dr. Shankar Prasad Sharma; du Président de la Fédération des ONG du Népal, M. Gauri Pradhan; du Coordinateur résident des Nations Unies et Représentant résident du PNUD au Népal, M. Henning Karcher; du Représentant de l'UNFPA, M. Buill Musoke; du Représentant de l'UNICEF, Mme Suomi Sakai et du Représentant du PAM, Mme Erica Joergensen
- Discussion
- Observations finales du Président du Conseil d'administration du PNUD/UNFPA

